

PRÉFÈTE DU CHER

COPIE

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

Bourges, le 07 MAI 2015

INSTALLATIONS CLASSÉES

SOCIÉTÉ ITM LAI

COMMUNE DE BOURGES

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT  
AUTORISATION D'EXPLOITER UNE PLATE-FORME  
LOGISTIQUE

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Madame la préfète du Cher**

**Objet :** Dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société ITM LAI dans le cadre de la création d'une plate-forme logistique.

Par courrier en date du 19 novembre 2013, M<sup>me</sup> Bénédicte GUILLEUX, agissant en qualité de responsable immobilier de la société ITM Logistique Alimentaire International, dont le siège social est situé 24 rue Auguste Chabrières 75731 PARIS Cedex 15, a sollicité l'autorisation d'exploiter une plate-forme logistique sur le territoire de la commune de BOURGES, parc d'activités de la Voie Romaine, rue Ferdinand de Lesseps.

A cet effet, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, comportant notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en préfecture du Cher le 25 novembre 2013.

Par courrier en date du 24 février 2014, l'inspection des installations classées a notifié à l'exploitant le caractère incomplet et irrégulier de son dossier au regard des dispositions des articles R.512-2 et suivants du Code de l'Environnement. Un dossier complété a en conséquence été déposé par l'exploitant le 9 juillet 2014 et a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 14 août 2014.

Un plan de localisation du site est joint en annexe du présent rapport.

PJ : Annexe 1 : Plan du site  
Annexe 2 : Projet d'arrêté préfectoral

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30  
Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10  
6, Place de la Pyrotechnie – CS 70004  
18021 Bourges Cedex  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



.../...

## 1. OBJET DE LA DEMANDE

### 1.1 Nature et volume des activités :

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	A,E, D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
1432	2a	A	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Capacité équivalente	> 100	m <sup>3</sup>	172,6	m <sup>3</sup>
1450	2a	A	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques Emploi ou stockage	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	t	40	t
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques	Volume des entrepôts	≥ 300 000	m <sup>3</sup>	487 000	m <sup>3</sup>
1530	1	A	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public.	Volume susceptible d'être stocké	> 50 000	m <sup>3</sup>	127 000	m <sup>3</sup>
1532	1	A	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public.	Volume susceptible d'être stocké	> 50 000	m <sup>3</sup>	144 600	m <sup>3</sup>
2662	1	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Volume susceptible d'être stocké	≥ 40 000	m <sup>3</sup>	127 000	m <sup>3</sup>
2663	1a	A	Stockage de Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc	Volume susceptible d'être stocké	≥ 45 000	m <sup>3</sup>	127 000	m <sup>3</sup>
2663	2a	A	Stockage de Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Dans les autres cas et pour les pneumatiques	Volume susceptible d'être stocké	≥ 80 000	m <sup>3</sup>	127 000	m <sup>3</sup>
1511	2	E	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature	Volume susceptible d'être stocké	≥ 50 000 < 150 000	m <sup>3</sup>	50 000	m <sup>3</sup>
1136	Bc	DC	Emploi de l'ammoniac	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 0,15 < 1,5	t	0,6	t
1172	3	DC	Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la	Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 20 < 100	t	75	t

			rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.	dans l'installation				
1185	2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 Emploi dans équipements clos Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 300	Kg	450	kg
1200	2c	D	Stockage de substances ou mélanges comburants tels que définis à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 2 < 50	t	2	t
1412	2c	DC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 6 < 50	t	25,4	t
1414	3	DC	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	-	-	-	-	-
1435	3	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs	Volume annuel de carburant de la catégorie de référence	> 100 ≤ 3500	m³	1 000	m³
1520	2	D	Dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 50 < 500	t	499	t
1525	2	D	Dépôts d'allumettes chimiques à l'exception de celles non-dites de sûreté qui sont visées à la rubrique 1450	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 50 ≤ 500	m³	55	m³
1611	2	D	Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 50 < 250	t	50	t
1630	2	D	Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 100 ≤ 250	t	105	t
2171		D	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	Volume du dépôt	> 200	m³	500	m³
2255	3	D	Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs	Quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, susceptible d'être présente	≥ 50	m³	249	m³

2910	A2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes,	Puissance thermique maximale de l'installation	> 2 < 20	MW	5,8	MW
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu	> 50	kW	7 200	kW
1173		NC	Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement (B), toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 100	t	45	t
2920		NC	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	Puissance absorbée	≤ 10	MW	1,5	MW
2714		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	< 100	m <sup>3</sup>	99	m <sup>3</sup>

A autorisation

E enregistrement

D(C) déclaration (avec contrôle périodique – non applicable s'agissant d'un site globalement soumis à autorisation)

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

Par ailleurs, au titre de la loi sur l'eau, l'installation relève de la rubrique de classement suivante :

Rubrique	A, D ,NC	Libellé de la rubrique (opération)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous sol	Surface totale du projet	> 1 < 20	ha	12,1	ha

## 1.2 Description de l'établissement

La société ITM LAI souhaite implanter une plate-forme logistique sur le territoire de la commune de BOURGES, parc d'activités de la Voie Romaine. Le site d'implantation du projet, d'une surface de 227 672 m<sup>2</sup>, est actuellement constitué de terrains agricoles et est situé en zone UEi du Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOURGES, zone destinée aux activités artisanales, industrielles et tertiaires.

L'emprise au sol des bâtiments représentera une surface au plancher totale d'environ 60 000 m<sup>2</sup>. La hauteur maximale de l'entrepôt sera de 17 mètres, la longueur d'environ 400 mètres (pour 77 portes de quai). Il est prévu d'accueillir 430 salariés sur le site.

Cet entrepôt sera utilisé pour le stockage des marchandises destinées aux enseignes de la grande distribution du groupement INTERMARCHÉ et les activités suivantes seront réalisées :

- réception des produits conditionnés en cartons et/ou sur palettes ;
- stockage des palettes ;
- éclatement des produits sur palettes en lots spécifiques afin d'approvisionner les points de vente selon leurs besoins ;
- livraison des points de vente.

Une quantité maximale de 45 300 tonnes de marchandises pourra être stockée sur ce site. Les produits stockés seront des denrées alimentaires, des produits culturels et d'aménagement de la maison et des marchandises à base de bois ou de matières plastiques. Des produits dangereux seront également stockés dans l'entrepôt : liquides inflammables (acétone, parfum), eau de javel, aérosols,...

Le site sera constitué :

- d'un entrepôt logistique composé de :
  - 5 cellules de stockage de produits secs ;
  - 1 cellule de stockage de liquides inflammables ;
  - 1 cellule de stockage pour les emballages comprenant également le local entretien, un local de charge des batteries et une aire de lavage des contenants ;
  - 2 cellules de stockage frigorifiques en froid négatif ;
  - des locaux techniques (chaufferie, locaux groupes froids, compresseurs,...)
- d'un local pour le stockage des déchets ;
- d'un local abritant l'installation de sprinklage et les réserves d'eau incendie ;
- d'une station de distribution de carburants ;
- d'une aire extérieure de lavage des poids lourds ;
- d'une aire d'entreposage extérieure des palettes ;
- d'une aire d'entreposage extérieure de bouteilles (eau et lait) sous auvent ;
- de bureaux et locaux sociaux.

L'environnement proche est le suivant :

- à l'est, la route départementale RD400 puis le parc d'activités de Beaulieu ;
- au sud, la rue Ferdinand de Lesseps puis la société RECTICEL ;
- à l'ouest, un entrepôt logistique exploité par la société VIA LOGISTIQUE ;
- au nord, le chemin rural dit Chaussée de César puis des terrains agricoles.

Les habitations les plus proches du site se situent à 350 mètres au nord (quartier résidentiel de la commune de la CHAPELLE SAINT URSIN). L'autoroute A71 est quant à elle située à 250 mètres à l'ouest du site.

### **1.3 Cadre administratif de l'instruction**

Compte tenu de la création d'activités de stockage de produits soumises à autorisation préfectorale, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter devait être déposé en préfecture, suivi d'une enquête publique, conformément aux dispositions des articles R.512-2 et suivants du Code de l'Environnement

### **1.4 Maîtrise de l'urbanisation**

Les modélisations effectuées dans le cadre de l'étude de dangers mettent en évidence que les effets irréversibles (donc non létaux) de certains scénarii ne sont pas confinés à l'intérieur des limites de propriété et impactent une surface agricole d'environ 0,4 ha jouxtant le site et des parcelles non constructibles.

Selon les critères d'appréciation de la maîtrise des risques accidentels prévue par la réglementation nationale, le risque résiduel, compte tenu des mesures de maîtrise du risque qui seront mises en place, est acceptable.

## **2 PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1 Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 7 octobre 2014 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. L'autorité environnementale a conclu que :

- « le contenu de l'étude d'impact et de l'étude de dangers est globalement en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement ; les impacts principaux sont bien identifiés et bien présentés ;

- le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés ;
- au vu des impacts réels ou potentiels, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet ;
- concernant les risques technologiques, enjeu principal de ce dossier, l'étude de dangers présente de manière détaillée les mesures de prévention et de protection permettant de réduire la probabilité et/ou la gravité des phénomènes dangereux susceptibles de se produire. Ces mesures, adaptées à la nature des risques identifiés, sont celles usuellement rencontrées dans ce secteur d'activité et imposées par la réglementation applicable aux entrepôts de logistique ».

## **2.2 Enquête publique**

L'arrêté préfectoral du 6 octobre 2014 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société ITM LAI. L'enquête s'est déroulée du 3 novembre au 3 décembre 2014 inclus dans la commune de BOURGES, les communes de LA CHAPELLE SAINT URSIN, LE SUBDRAY, MARMAGNE et TROUY étant par ailleurs situées dans le périmètre d'affichage de l'avis au public prévu à l'article R.512-14 du Code de l'Environnement.

Le registre d'enquête publique tenu en mairie de BOURGES ne fait état d'aucune observation et le commissaire enquêteur indique qu'aucun courrier ne lui a par ailleurs été adressé.

## **2.3 Avis du commissaire enquêteur**

Dans son rapport en date du 22 décembre 2014, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société ITM LAI, considérant notamment :

- « que le projet se situera dans une ZAC où aucune espèce protégée n'a été identifiée ;
- que le site d'implantation est en dehors de tout périmètre de protection, que ce soit NATURA 2000, ZNIEFF ou ZICO ;
- que le projet n'impactera aucun site architectural protégé ;
- que l'activité ne présente pas de risque sanitaire particulier ;
- que la conception HQE des bâtiments, des stockages sécurisés, un faible bilan carbone de l'activité et une structure pré-équipée prévue pour soutenir une possible installation photovoltaïque, plaident pour les qualités environnementales du projet ;
- que l'inscription paysagère du projet avec plantation d'arbres, espaces verts conséquents et couleurs du bâtiment ont été pris en compte pour en minimiser l'impact. »

## **2.4 Avis des conseils municipaux**

Par décisions respectives en date des 22 décembre, 7 novembre et 25 novembre 2014, les conseils municipaux de BOURGES, MARMAGNE et TROUY ont émis un avis favorable à l'unanimité à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société ITM LAI.

A la date du présent rapport, les avis des conseils municipaux de LA CHAPELLE SAINT URSIN et LE SUBDRAY n'ont pas été communiqués à l'inspection des installations classées.

## **2.5 Avis des services consultés**

### **2.5.1 Avis de l'Agence Régionale de Santé**

Par courrier en date du 19 novembre 2014, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a émis un avis favorable à la demande présentée par la société ITM LAI, « sous réserve que les eaux de toitures ne soient utilisées ni à l'intérieur des bâtiments, ni pour des usages sanitaires. »

L'ARS souligne par ailleurs les points suivants :

- « le projet ne se situe pas dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable ;
- une simulation du bruit généré par le site a été effectuée et les résultats sont conformes à la réglementation ; une mesure de bruit devra être faite lorsque le site sera en activité pour confirmer ces résultats ;
- l'analyse des effets sur la santé a été réalisée sous une forme qualitative, conformément à la circulaire du 9 août 2013 ; le projet semble présenter un risque acceptable pour la santé des populations compte tenu des connaissances scientifiques et techniques actuelles ».

#### *2.5.2 Avis de la Direction Départementale des Territoires*

Par courrier en date du 13 octobre 2014, la Direction Départementale des Territoires (DDT) a émis un avis favorable à la demande d'autorisation présentée, « sous réserve de l'avis favorable de la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest (DIRCO) ».

Concernant l'aspect urbanisme, la DDT souligne que le règlement de la zone UEi du PLU de la ville de BOURGES autorise le type de construction prévu et le permis de construire a été délivré par la mairie le 14 mars 2014.

Concernant la gestion de la ressource en eaux, la DDT précise les éléments suivants :

- la ZAC de l'Echangeur dispose d'une autorisation de rejet et l'autorisation ICPE vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau ;
- le traitement des eaux pluviales est intégré au projet avec un bassin de régulation de 6 065 m<sup>3</sup> et trois séparateurs à hydrocarbures de classe 1 ;
- le pétitionnaire devra obtenir l'autorisation du gestionnaire du réseau Bourges-Plus pour le rejet des eaux pluviales ;
- concernant les eaux usées, une autorisation de déversement des eaux usées au réseau de collecte devra être établie entre le pétitionnaire et Bourges-Plus.

Enfin, concernant la sécurité routière, la DDT précise qu'au regard des données figurant dans le dossier, « le site devrait générer un mouvement (entrée ou sortie) toutes les minutes, tous véhicules confondus. Le pétitionnaire devra solliciter l'avis de la DIRCO afin de vérifier que la carrefour giratoire et les voies puissent supporter le trafic ».

#### *2.5.3 Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité*

Dans son courrier en date du 2 septembre 2014, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité indique que la commune de BOURGES est située dans l'aire géographique de l'AOP « Chavignol » et dans l'aire géographique des IGP « Val de Loire » et « Volailles du Berry » mais que l'activité projetée n'a aucune incidence sur celles-ci. En conséquence, l'INAO précise n'avoir aucune objection à formuler sur le projet.

#### *2.5.4 Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles*

A la date du présent rapport, l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.

#### *2.5.5 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours*

Par courrier en date du 3 novembre 2014, le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis un avis favorable au dossier présenté par le pétitionnaire et a formulé les observations suivantes :

- plusieurs éléments doivent être pris en compte lors de l'établissement du Plan d'Opération Interne : ouverture immédiate de l'accès au site, définition d'une stratégie de lutte contre l'incendie pour la cellule de stockage des liquides inflammables sans prendre en compte un éventuel recours aux moyens des services publics extérieurs, information de la société gestionnaire de l'autoroute en cas de sinistre impactant la visibilité,...
- une voie engin doit permettre d'accéder à au moins deux faces de la rétention déportée extérieure de la cellule de liquides inflammables ;

- les fiches de données de sécurité, l'inventaire et l'état des stocks des produits stockés devront être accessibles aux secours sur site, y compris en dehors des heures d'activité et en cas de coupure de l'alimentation électrique normale ;
- un aménagement de l'aire de pompage dans la réserve incendie est nécessaire ;
- le système sprinklage ne semble pas être étendu aux quais de chargement et au local déchet ; la protection des ces points pourrait augmenter le niveau de sécurité de l'installation.

Ces observations ont été prises en compte aux articles 7.2.1, 7.3.1.3.2, 7.7.6 et 7.7.8.2 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter joint en annexe du présent rapport.

## **2.6 Réponse du pétitionnaire aux avis des services**

Par courriel en date du 3 décembre 2014, les avis des services de l'Etat émis lors de l'enquête administrative (cf. supra) ont été communiqués à l'exploitant afin que celui-ci puisse apporter les éléments de réponse nécessaires.

Par courriels en date des 17 et 23 février 2015 et en réponse aux observations formulées par le SDIS, le pétitionnaire a indiqué les éléments suivants :

- « les éléments à prendre en compte pour le POI seront bien intégrés ;
- l'accès engins sur deux faces de la rétention déportée sera assuré ;
- l'accessibilité permanente à l'inventaire des stocks sera étudié par l'exploitant ;
- les remarques concernant les dispositions de pompage et la position du poteau incendie seront prises en compte ;
- l'augmentation de la protection par sprinklage sera probablement demandée ultérieurement par notre assureur mais sort du strict cadre réglementaire. C'est pourquoi l'ensemble des dispositions supplémentaires et hors cadre ne figurent pas dans notre dossier ».

En réponse à l'avis de la DDT et après plusieurs échanges informels entre la société ITM et la DIRCO, cette dernière a été officiellement consultée par le pétitionnaire par courrier en date du 21 avril 2015 afin de « vérifier que le carrefour giratoire Porte de Châteauroux et les voies RN142 et RD400 puissent supporter le trafic engendré ». Les éléments de l'étude d'impact relatifs au trafic routier généré par le projet ainsi que l'étude réalisée en mai 2012 par la société INGEROP à la demande de BOURGES PLUS et relative à l'acceptation du trafic au niveau du giratoire précité lié au parc d'activité de la Voie Romaine ont ainsi été transmises à la DIRCO.

A la date du présent rapport, l'avis de la DIRCO n'a pas été communiqué à l'inspection des installations classées.

Toutefois, l'étude INGEROP précitée conclut que « le carrefour giratoire Porte de Châteauroux peut accepter les nouvelles implantations de société de logistique connues à ce jour » ; cette étude a été réalisée en tenant compte des hypothèses de trafic suivantes : 400 poids lourds par jour et de 500 rotations de véhicules légers liés à la société ITM.

Or, l'étude d'impact figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter prévoit un trafic de 520 rotations de véhicules légers et de 160 rotations de poids lourds (cf. paragraphe 3.6 du présent rapport).

Dans ces conditions, le carrefour giratoire et les voies devraient supporter le trafic.

## **3 MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

### **3.1 Impact sur l'eau**

L'alimentation en eau du site sera assurée par le réseau communal de BOURGES et par la récupération des eaux pluviales de toitures. Les différentes utilisations de l'eau, dont la



consommation annuelle est estimée à 13 000 m<sup>3</sup>, sont l'usage domestique (sanitaires et douches), le lavage des poids lourds et des contenants, le lavage des sols des cellules et les appoints des réserves incendie.

Le site sera à l'origine des rejets d'eaux suivants :

- eaux usées : eaux domestiques et eaux de lavage ;
- eaux pluviales de toitures ;
- eaux pluviales de ruissellement sur les aires imperméabilisées.

Le principe de gestion des eaux du site sera le suivant :

- les eaux usées seront évacuées vers le réseau communal d'assainissement (après un traitement préalable par des dispositifs appropriés pour les eaux de lavage) dont l'exutoire est la station d'épuration communale ;
- les eaux de toiture seront soit récupérées dans une réserve destinée au lavage de l'aire poids lourds et des locaux, soit acheminées vers un bassin de régulation étanche d'un volume de 6 065 m<sup>3</sup> avant rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales du parc d'activités ; ce bassin sera dimensionné pour récupérer les eaux d'extinction issues d'un éventuel incendie ainsi que les eaux pluviales d'occurrence décennale ;
- les eaux pluviales de ruissellement au niveau des surfaces imperméabilisées et de la station de distribution de carburant seront acheminées vers le bassin de régulation précité après avoir été préalablement traitées dans des séparateurs à hydrocarbures correctement dimensionnés et garantissant un rejet en hydrocarbures inférieur à 5 mg/l.

Les modalités de traitement des rejets d'eaux ont été reprises à l'article 4.3.5 du projet d'arrêté. Les autorisations ou conventions de déversement nécessaires pour rejeter les eaux précitées dans les réseaux communaux sont quant à elles prescrites à l'article 4.3.6.1.

### **3.2 Impact sur l'air**

Les seuls rejets atmosphériques recensés dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter seront les échappements des véhicules transitant sur le site, les gaz de combustion des groupes électrogènes et le dégagement d'hydrogène du local de charge des batteries. Les rejets atmosphériques liés au fonctionnement des utilités précitées sont faibles.

Afin de limiter la quantité des gaz d'échappement émis à l'atmosphère, le pétitionnaire mentionne dans son dossier les dispositions suivantes :

- les camions auront pour consigne d'arrêter leur moteur lors des opérations de chargement et déchargement ;
- la vitesse sera limitée sur le site ;
- les rejets des véhicules seront conformes aux normes en vigueur ;
- des campagnes d'information auprès du personnel seront réalisées afin de promouvoir le covoiturage et l'utilisation des transports en commun.

### **3.3 Impact sur les sols**

Toutes les zones de transit et de stockage présenteront un revêtement suffisamment étanche, empêchant une pénétration directe dans le sol en cas de déversement accidentel des produits dangereux stockés sur le site. Les cellules de stockage ainsi que le local de charge des batteries seront par ailleurs équipés de capacités de rétention (internes et/ou externes) correctement dimensionnées et tenant compte des éventuelles incompatibilités, permettant ainsi d'éviter des infiltrations dans le sol.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction, qui sont susceptibles d'être polluées, seront acheminées vers le bassin de régulation précité qui est étanche et qui sera isolé du réseau communal par un système d'obturation.

L'impact de l'établissement sur les sols apparaît donc faible.

### **3.4 Bruit**

Les sources de bruit seront dues au trafic routier, au fonctionnement des équipements techniques du site et à la manutention des palettes et des marchandises transitant sur le site.

Une simulation de l'impact acoustique généré par le fonctionnement de l'établissement a été jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter ; celle-ci met en évidence que les niveaux sonores attendus en limite de propriété ainsi que les émergences au niveau des zones à émergence réglementées seront conformes aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

L'article 9.2.3 du projet d'arrêté préfectoral prévoit une mesure de la situation sonore dans un délai de six mois après la mise en service des installations afin d'évaluer l'impact acoustique.

### **3.5 Gestion des déchets**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement du site seront :

- des déchets non dangereux tels que papiers, cartons, plastiques, déchets ménagers ;
- des déchets dangereux tels que déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), boues des séparateurs à hydrocarbures, ...

L'ensemble des déchets produits par le site sera soit valorisé lorsque cela est possible (déchets d'emballages, papiers, cartons...), soit éliminé vers des filières autorisées.

A noter que le site réceptionnera des déchets d'emballages en provenance d'autres entités INTERMARCHE implantées dans le département du Cher et dans les départements limitrophes et a sollicité à ce titre l'agrément emballage prévu par l'article R.515-37 du Code de l'Environnement. La quantité maximale annuelle de déchets provenant d'autres établissements et transitant sur le site sera de 100 tonnes.

### **3.6 Transports**

Les principaux axes routiers qui seront empruntés pour accéder au site seront l'autoroute A71, les routes nationales n° 142 et 151 et la route départementale n°400. Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le pétitionnaire estime le trafic routier lié au projet à 520 rotations de véhicules légers par jour et à 160 rotations de poids lourds pour les expéditions et réceptions de marchandises.

Au regard des données de fréquentation des axes routiers précités, l'impact du projet le plus important serait sur la route nationale n° 142 (augmentation du trafic total estimée à 8 %), les autres axes étant moins impactés (augmentation maximale de 2 %).

Il est à noter que le site d'implantation est situé dans une ZAC ayant obtenu les autorisations administratives nécessaires aux activités génératrices de trafic, ce qui permettra de limiter au maximum l'impact sur le trafic routier des axes secondaires. Le trafic sera par ailleurs réparti sur l'ensemble de la journée (fonctionnement en 2x8h ou 3x8h).

### **3.7 Impact paysager**

Le site projeté est visible depuis l'autoroute A71 (car situé à proximité d'un échangeur) et est localisé à environ 5 km au sud-ouest de la cathédrale de BOURGES, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, dans une poche présentant encore un caractère agricole et naturel mais déjà fortement dégradée par la présence de bâtiments industriels très prégnants dans le paysage.

L'environnement actuel du site est présenté dans le dossier en vues proches et lointaines depuis plusieurs points afin d'évaluer l'intégration paysagère du projet. Le dossier précise que le site respectera le cahier architectural et paysager du parc d'activités (des plantations sont ainsi envisagées).

Il est à noter que dans son avis en date du 7 octobre 2014, l'autorité environnementale a indiqué que « les simulations visuelles du projet montrant par ailleurs une prégnance visuelle importante du bâtiment liée à sa taille et à sa teinte majoritairement claire (beige), l'intégration paysagère serait favorisée par l'emploi d'une teinte plus sombre ».

Ces points sont pris en compte à l'article 2.3.2 du projet d'arrêté.

### **3.8 Conditions de remise en état du site**

En cas de cessation d'activité, le pétitionnaire indique que les dispositions de l'article R.512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement seront respectées, à savoir :

- évacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site ;
- interdiction ou limitation d'accès au site ;
- suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Le site sera remis en état pour un usage industriel et compatible avec le document d'urbanisme communal.

### **3.9 Impact sur la santé**

L'étude d'impact sanitaire figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter montre que les risques chroniques dus à l'établissement et liés aux impacts mentionnés ci-dessus seront acceptables, ce qui est confirmé par l'avis émis par l'ARS dans le cadre de la demande déposée par le pétitionnaire.

### **3.10 Risques**

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les principaux risques liés aux activités du site sont l'incendie d'une ou plusieurs cellules de stockage et la dispersion toxique de l'ammoniac contenu dans les groupes froids.

Un certain nombre de dispositions techniques et organisationnelles est prévu pour prévenir ces risques : murs coupe-feu entre les cellules de stockage, installation d'extinction automatique (sprinklage) dans les différentes cellules, cantons de désenfumage, stockage des produits incompatibles entre eux dans deux cellules différentes, réserves incendie, détection gaz dans le local groupes froids, Plan d'Opération Interne, ...

Les modélisations effectuées dans le cadre de l'étude de dangers mettent en évidence les éléments suivants :

- le scénario de rupture guillotine d'une tuyauterie d'ammoniac dans le local groupes froids, combiné au non fonctionnement du système de détection / extraction, engendrerait des effets toxiques irréversibles à l'extérieur des limites de propriété, impactant une surface agricole jouxtant le site d'environ 0,4 ha ;
- les zones des effets létaux liés à un incendie d'une ou plusieurs cellules de stockage restent confinées dans l'enceinte du site. Les zones d'effets irréversibles de certains scénarii impactent quant à elles des parcelles non constructibles.

Selon les critères d'appréciation de la maîtrise des risques accidentels prévue par la réglementation nationale (circulaire du 10 mai 2010), le risque résiduel, compte tenu des mesures de maîtrise du risque qui seront mises en place et de l'usage possible des terrains contigus au site définis dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de BOURGES, est acceptable.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction de l'ensemble des cellules de stockage, à l'exception de la cellule des liquides inflammables, seront collectées par les réseaux internes au site et acheminées vers un bassin de rétention étanche d'un volume de 6 065 m<sup>3</sup>. Un bassin déporté d'un volume de 335 m<sup>3</sup> collectera quant à lui les eaux d'extinction de la cellule de stockage des liquides inflammables.

Après analyse, les eaux d'extinction seront soit rejetées au réseau communal, sous réserve que les valeurs limites d'émission soient respectées, soit éliminées dans un centre spécialisé en tant que déchet.

#### **4 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à la création d'une plate-forme logistique par la société ITM LAI ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la consultation des services administratifs intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires seront mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation : murs coupe-feu, sprinklage, ... Les dispositions constructives et les conditions d'exploitation prévues dans le projet d'arrêté sont par ailleurs conformes à l'arrêté ministériel du 5 août 2002 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510.

L'ensemble de ces mesures ainsi que les observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative sont repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

#### **5 CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des avis formulés et des réponses du demandeur, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par la société ITM LAI sur son site d'implantation de BOURGES.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du Code de l'Environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées

**Signé**

Vu et transmis avec avis conforme à M<sup>me</sup> la préfète

Pour le directeur,  
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre

**Signé**



